



EXTRAIT

Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **10 AVRIL 2025** sur convocation adressée aux
Conseillers le 4 avril 2025

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **dix avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Premier Adjoint au Maire, **Monsieur Vincent FRANCHI**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Présents – M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, Mme Isabelle GIRARD, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, Mme Ronit KAROTCHI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, Mme Malika COUDER, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, M. Eric MALEVERGNE, Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Sébastien BOUCHINDHOMME, M. Danny GOUIN, M. Vincent METIVIER, Mme Nathalie FERNANDES, M. Alexis CHANTELOUP, M. Serge KOB, M. Emmanuel CANTO, Mme Anne BRUMENT, M. Christophe HAUTBOURG, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, Mme Belma BOJIC, M. Francis POZEVARA

Ont donné mandat – M. Jean-Michel MARCHIONI à Mme Ronit KAROTCHI, M. Moussa GHANEM à M. Christian GUILLEROT, Mme Dominique RENOUF à Mme Marie-Cécile MENARD, Mme Sophie ANDRE à M. Robert BERNASCONI, Mme Isabelle CAZENAVE à M. Vincent METIVIER, M. Alexandre ROUSSET à Mme Martine TROPENAT, Mme Marion LAMBERTI à M. Pascal CAUMONT, Mme Géraldine HERMANN à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Najat ZERHOUNI à Mme Anne-Laure LEBRETON, M. Edouard LOTTEAU à M. Sébastien BOUCHINDHOMME, Mme Olivia SZATKOWSKI à M. Alexis CHANTELOUP

Excusée – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.



ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 DU BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF

Le Compte Administratif est un document de synthèse qui présente les résultats de l'exécution du budget.

Le Compte Administratif du Budget Annexe du restaurant administratif pour l'exercice 2024 présente les résultats suivants :

Section de Fonctionnement :

- Recettes de l'exercice : 886 071,99 euros
- Dépenses de l'exercice : 843 194,98 euros
- Résultat de fonctionnement de l'exercice : 42 877,01 euros
- Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (chapitre 002) : 87 291,55 euros
- Résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement : 130 168,56 euros

Section d'investissement :

- Recettes de l'exercice : 31 392,76
- Dépenses de l'exercice : 10 772,71 euros
- Résultat d'investissement de l'exercice : 20 620,05 euros
- Déficit d'investissement reporté de N-1 (chapitre 001) : - 22 064,34 euros
- Résultat de clôture cumulé de la section d'investissement : - 1 444,29 euros

Le restaurant administratif a pour mission la confection et la distribution de repas en liaison chaude ou froide, au profit du personnel communal et du personnel d'établissements partenaires ayant conventionnés avec la Ville, le CCAS, le Club 102, l'OHP, l'EPT POLD et le Tribunal d'instance.

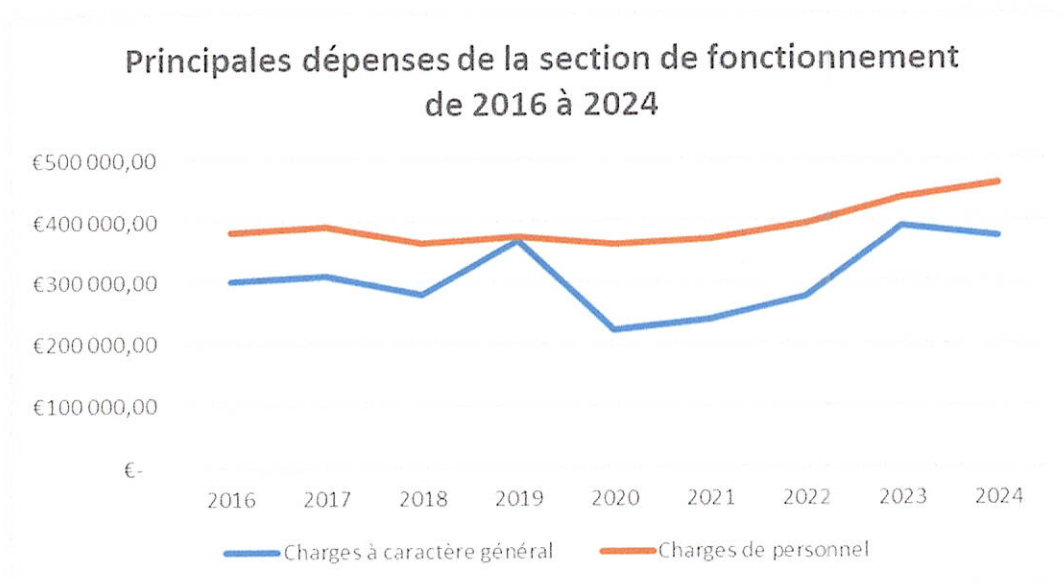
Avec un effectif de 11 personnes, ses moyens lui permettent, sur une année de fonctionnement classique, de délivrer jusqu'à 450 repas jours, avec une moyenne de 330 repas jours délivrés sur une année.

Ce budget présente une double particularité : d'une part, il est assujéti à la TVA, d'autre part ses dépenses et recettes sont quasi exclusivement des dépenses et recettes de fonctionnement.

Section de fonctionnement

• Les dépenses de fonctionnement

Les charges à caractère général passent de 392 K€ en 2023 à 374 K€ en 2024 soit une diminution de - 4,6%.



Cette diminution des charges à caractère général tient en grande partie à l'évolution des dépenses relatives à la fourniture de produits alimentaires. En effet, après une période de forte augmentation sur l'exercice 2023 (352 K€ contre 231K€ en 2022), marqué par les effets du début du conflit Ukrainien qui a eu un impact important sur de nombreux produits agricoles, ces dépenses se ramènent à 322 K€ sur l'exercice 2024.

Cette baisse est expliquée par la conjonction de plusieurs phénomènes :

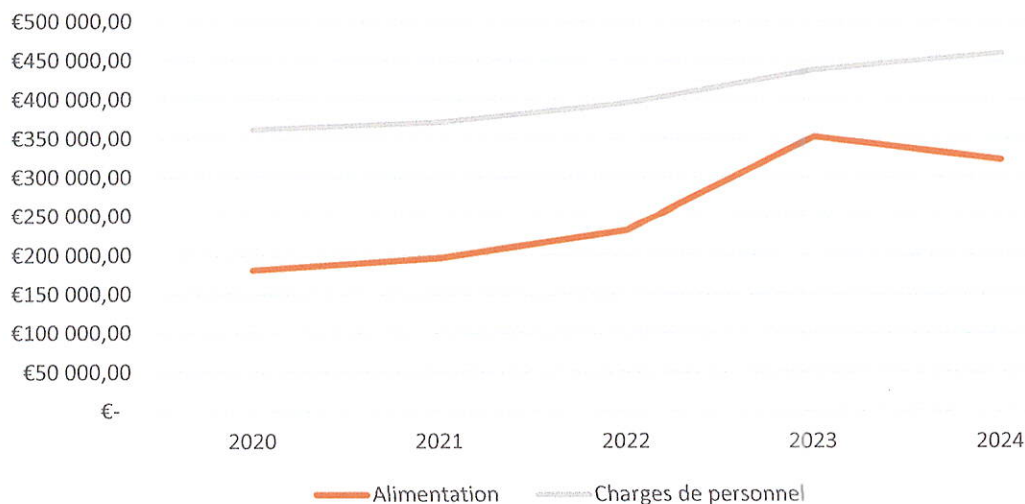
- Le retour de certains prix qui avaient subi une forte inflation en 2023 à des niveaux antérieurs ;
- La poursuite des objectifs d'encadrement des dépenses d'alimentation au travers d'une adaptation de la composition des menus en regard de l'évolution des cours de certains produits. Cette faculté d'adaptation est permise grâce au principe de transformation des produits sur place et au non recours à des produits transformés industriellement ;
- La renégociation des tarifs lors de la réattribution de certains marchés de fournitures de denrées alimentaires.

Ainsi l'impact de l'évolution des prix de fourniture en denrées alimentaires a pu être temporisé, le prix de revient alimentaire par convive n'augmentant que de 5,4% passant de 5,04 € en 2023 à 5,31 € en 2024.

Ces démarches ont permis de maintenir la proposition d'un quatrième plat chaud dans l'offre de choix de restauration (qui avait été réduite à 3 plats chauds au choix en 2022).

L'augmentation des charges de personnel, d'environ 5%, constatée sur l'exercice 2024 est consécutive aux mesures adoptées par l'Etat au sujet de la rémunération des fonctionnaires territoriaux.

Evolution des dépenses liées au charges de personnel et à l'alimentation sur la période 2020-2024



- **Les recettes de fonctionnement**

Les recettes sont assurées par une subvention d'équilibre du budget principal de 550 K€ contre 500 K€ l'année précédente, et le paiement des repas par les usagers pour 336 K€ contre 332 K€ en 2023.

L'attractivité du restaurant administratif demeure notable, c'est ainsi que 63 227 couverts ont été servis en 2024 avec une moyenne journalière autour de 300 convives.

Section d'investissement

Cette section est destinée au renouvellement des matériels de préparation et de cuisson en tant que de besoin.

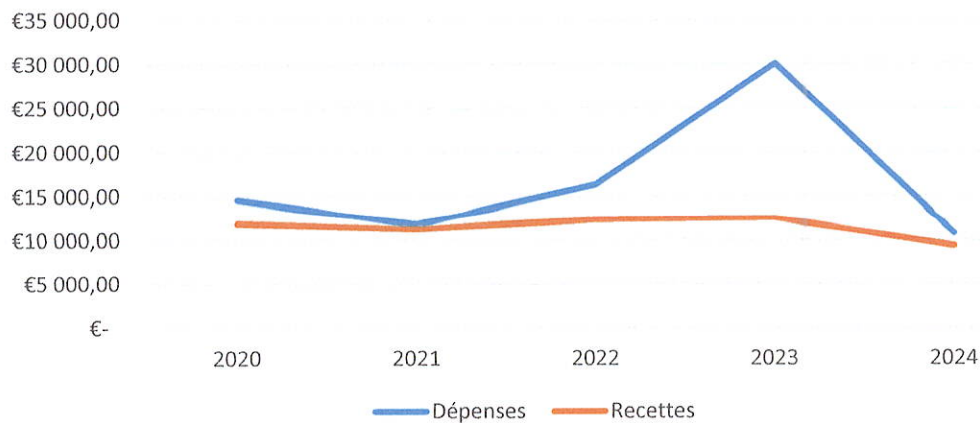
- **Les dépenses d'investissement**

Le montant des dépenses d'investissement 2024 se porte à 10 772,71 € consacrés pour cette année à des travaux de réfection du bâtiment (installation de nouveaux faux-plafonds, pose d'un nouveau carrelage, de nouveaux ouvrants et installation d'un nouveau moteur d'extraction).

- **Les recettes d'investissement**

Les recettes d'investissement ont pour source la dotation aux amortissement portée au chapitre 040 ainsi qu'une part de l'excédent du fonctionnement capitalisée à l'article 1068.

Dépenses et recettes de la section d'investissement de 2020 à 2024



Le déficit de la section d'investissement sur 2024 sera absorbé par l'affectation du résultat positif de la section de fonctionnement. Les résultats font apparaître une parfaite concordance du compte administratif avec le compte de gestion établi par le Trésorier Principal municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le Compte Administratif 2024 du Budget Annexe du restaurant administratif.

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L1612-12 et L2121-14 ;

Vu l'instruction fiscale du 21 mars 2001, publiée au Bulletin Officiel des Impôts n° 62 du 30 mars 2001 ;

Vu l'instruction n°01-067-M0 du 1er août 2001 relative aux nouvelles règles de T.V.A. applicables aux cantines administratives ;

Vu la délibération du 19 décembre 2001 relative aux modalités de vote du budget annexe du restaurant administratif ;

Vu la délibération n°2023-112 du 29 septembre 2023 ayant adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu la délibération n°2023-145 du 6 décembre 2023 ayant adopté le règlement budgétaire et financier de la Ville de Puteaux ;

Vu la délibération DCM-2024-061-00 du 04 avril 2024 portant adoption du Budget Primitif 2024 du Budget Annexe du Restaurant Administratif ;

Vu le compte de gestion du Budget Annexe du restaurant administratif de l'exercice 2024 faisant apparaître une parfaite concordance avec les comptes de l'Ordonnateur ;

Vu le Compte Administratif 2024 du Budget annexe Restaurant administratif, ci-annexé ;

Considérant que le Conseil Municipal doit délibérer sur le Compte Administratif pour l'année 2024 ;

Considérant la concordance du Compte de Gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par le Trésorier avec le Compte Administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par le Maire ;

Considérant que le Conseil municipal délibère sur le Compte Administratif 2024 du budget annexe dressé par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire et ordonnateur de la Ville ;

Considérant que Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD s'est retirée au moment du vote conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT en sa qualité de Maire de la Ville de Puteaux lors de l'exercice considéré ;

Considérant que le Conseil Municipal s'est prononcé unanimement pour que la présidence du Conseil Municipal soit assurée par le Premier Adjoint Monsieur Vincent FRANCHI pour l'adoption du Compte Administratif du Budget Annexe pour l'exercice 2024 ;

Vu le rapport de présentation ci-annexé ;

DELIBERE :

Article 1^{er} : Donne acte au Maire de la présentation faite du Compte Administratif du Budget Annexe pour l'exercice 2024.

Article 2 : Approuve les résultats définitifs du Compte Administratif 2024 du Budget Annexe du restaurant administratif arrêté comme suit :

Section de Fonctionnement :

- Recettes de l'exercice : 886 071,99 euros
- Dépenses de l'exercice : 843 194,98 euros
- Résultat de fonctionnement de l'exercice : 42 877,01 euros
- Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (chapitre 002) : 87 291,55 euros
- Résultat de clôture cumulé de la section de fonctionnement : 130 168,56 euros

Section d'investissement :

- Recettes de l'exercice : 31 392,76
- Dépenses de l'exercice : 10 772,71 euros
- Résultat d'investissement de l'exercice : 20 620,05 euros
- Déficit d'investissement reporté de N-1 (chapitre 001) : - 22 064,34 euros
- Résultat de clôture cumulé de la section d'investissement : - 1 444,29 euros

Anne-Marie AMSELLEM



2^{ème} Adjointe au Maire
Secrétaire de séance

Vincent FRANCHI



1^{er} Adjoint au Maire

**Délibération adoptée,
par :**

40 **Voix pour**
0 **Voix contre**
2 **Abstention(s)**
0 **NPPV**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.

